

thode énergétique de ce genre, ils sont responsables aujourd'hui de ce qu'on n'a pas jeté les bases d'une véritable politique du combustible au Canada et de ce qu'il n'a été pris aucune mesure susceptible de fournir immédiatement le combustible nécessaire à notre population.

Voici l'autre question: Les députés de l'Ontario et du Québec appuieraient-ils le Gouvernement s'il annonçait demain une politique en vertu de laquelle il accorderait des subventions à l'industrie charbonnière de l'Alberta et de la Nouvelle-Ecosse de façon à lui permettre d'expédier son charbon sur les marchés des deux provinces centrales et de répondre à la demande de ces marchés? Je me demande combien de députés de ces deux provinces appuieraient pareille politique.

M. MacNICOL: Je puis répondre au nom de l'Ontario. Il y a des années que je préconise ici même une politique qui permettrait d'importer un million de tonnes de charbon de l'Alberta, de l'entreposer près de Toronto et de l'expédier de ce point aux autres centres de consommation.

M. BLACKMORE: Si je croyais que l'honorable député de Davenport parle au nom de tout l'Ontario...

M. MacNICOL: L'honorable député s'est adressé aux honorables députés de l'Ontario.

M. BLACKMORE: Un député s'est levé, en tout cas. Y en a-t-il d'autres? Toute la question est là. La population canadienne doit modifier sa façon d'envisager les choses. Nous devons tous nous convaincre de l'importance d'adopter, dans la mesure du possible, une politique d'indépendance nationale, visant à produire, au pays même, les choses dont nous avons besoin, au lieu de les importer de l'étranger ou de sources sur lesquelles nous ne pouvons compter. Tant que nous n'aurons pas une telle politique, nous serons toujours menacés d'une situation comme celle où nous nous trouvons présentement.

Je me demande si les honorables députés de Québec et d'Ontario appuieraient l'établissement d'usines où l'on transformerait le charbon de l'Alberta et de la Nouvelle-Ecosse. Le produit ainsi obtenu serait écoulé dans Québec et l'Ontario. Je m'explique. De même que les Allemands, pendant la dernière guerre et même avant, retiraient une bonne partie de leur pétrole de leurs gisements de houille, nous pourrions, au Canada, obtenir le nôtre de nos mines de charbon de l'Alberta et de la Nouvelle-Ecosse.

Les députés de l'Ontario et de Québec appuieraient-ils le Gouvernement s'il soumettait un programme en ce sens? Toute la question est là. Ce programme renferme la

solution à quelques-uns de nos problèmes. Supposons que le ministre de la Reconstruction nous dise demain: "La situation critique à laquelle nous faisons face en ce moment a convaincu le Gouvernement qu'il s'est fourvoyé dans le passé. Si les honorables députés veulent lui accorder son appui, il adoptera un programme national du combustible. Il subventionnera l'industrie houillère de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Ecosse et des autres provinces de façon qu'elle puisse approvisionner le marché canadien." Le Gouvernement pourrait protéger le marché canadien, au moyen de mesures opportunes et suffisantes, contre le dumping des Etats-Unis ou de quelque autre pays.

Les membres de la Chambre appuieraient-ils le Gouvernement dans cette initiative? Voilà le point. Nous devrions lancer dans le pays un programme de transformation de la houille en vue d'en extraire l'essence et les autres huiles qu'il nous faut, ce qui rendrait notre marché indépendant de tout autre sources d'approvisionnement.

Si le Gouvernement prenait cette initiative, savez-vous ce qui se produirait en Alberta? L'entreprise privée, que l'honorable député de Vancouver-Est méprise tant, ouvrirait immédiatement de nouvelles mines, les aménagerait et leur fournirait des employés compétents; les chemins de fer achèteraient immédiatement du matériel roulant et livreraient cette houille en Ontario et dans Québec. Nous serions sur la bonne voie de la solution du problème. Il nous serait impossible d'apporter remède à la regrettable pénurie que nous constatons, mais nous pourrions assurément améliorer de beaucoup les circonstances actuelles.

L'Alberta possède de vastes mines qui pourraient produire énormément. Pourquoi sont-elles inactives? Parce que l'aménagement de voies ferrées et de certains autres ouvrages coûteraient trop cher. L'entreprise privée n'ose pas engager ses capitaux dans cette entreprise, parce qu'elle ne prévoit aucune difficulté l'année suivante, et tout l'outillage resterait inactif sur place. Les membres du parti conservateur-progressiste jetteraient ensuite les hauts cris à la Chambre, parce que le Gouvernement aurait gaspillé beaucoup d'argent en l'occurrence.

Il ne reste qu'une chose à faire: nous décider à assurer l'indépendance économique à la nation. Il nous faut en prendre notre parti; nous aurons, coûte que coûte, un programme du combustible. Abordons le problème et nous verrons que l'entreprise privée fera sa part. L'entreprise d'Etat n'est pas nécessaire en matière de houille. La situation pourrait s'améliorer beaucoup, d'ici Noël, ou février.